

Sous-section 6.—Dettes nationales.

A la date du 31 mars 1914, la dette publique du Canada s'élevait à \$544,391,369, mais après en avoir déduit un actif compensateur de \$208,394,519, elle était ramenée au chiffre net de \$335,996,850. Cette dette relativement légère avait été encourue presque en entier, soit pas des travaux publics d'utilité générale, tels que les chemins de fer Intercolonial et Transcontinental et les canaux, lesquels constituent un actif quoique non réalisable, soit comme subventions à certaines entreprises, comme le chemin de fer Canadien Pacifique; ces entreprises tout en n'appartenant pas au gouvernement ont grandement contribué au développement du pays et, par conséquent, à l'accroissement de sa richesse. C'était donc, en fait, une dette encourue pour des objets productifs; la plus grande partie se trouvait entre des mains étrangères, le principal de la dette consolidée du Dominion payable à Londres au 31 mars 1914 atteignant \$302,842,485, contre \$717,453 payables au Canada.

La complète transformation de notre dette nationale au cours de 22 années 1914-37, se caractérise ainsi: (1) augmentation énorme, la dette nette étant passée de \$335,996,850 à \$3,083,952,202; (2) l'argent emprunté ayant servi à couvrir les dépenses de guerre n'est représenté par aucun actif correspondant; (3) les obligations du gouvernement canadien sont actuellement détenues en majeure partie par notre population, une somme de \$2,478,491,235 étant remboursable au Canada le 31 mars 1937.

Opérations récentes sur la dette fondée.—Un aperçu des conversions et autres opérations sur la dette fondée entre 1931 et 1934 a paru dans l'Annuaire de 1934-35, pp. 922-923, sur la dette fondée en 1935 aux pages 879-880 de l'Annuaire de 1936, sur la dette fondée en 1937 à la page 869 de l'Annuaire de 1937 et sur la dette fondée de 1914 à 1930 aux pages 853-854 de l'Annuaire de 1933. Ce qui suit continue cet aperçu jusqu'au 31 mars 1938.

Le 5 mai 1937, une émission de \$113,500,000 fut lancée au Canada pour fins de conversion d'une partie de l'emprunt de la Victoire de \$236,299,800 à 5½ p.c. échu le 1er décembre 1937. Cette émission n'a été qu'une opération de conversion, aucun nouvel argent n'ayant été accepté. La nouvelle émission avait trois échéances: obligations 1 p.c., deux ans, dues le 1er juin 1939; obligations 2 p.c., cinq ans, due le 1er juin 1942 et obligations 3¼ p.c., douze ans dues le 1er juin 1949, rendement 1.38 p.c., 2.375 p.c., et 3.35 p.c. respectivement au porteur.

Une émission de \$100,000,000 a été lancée au Canada le 3 novembre 1937 pour obtenir une partie des fonds nécessaires au rachat de la partie non convertie de l'emprunt de la Victoire, 5½ p.c. Cette émission était aussi à triple échéance: obligations 1 p.c., un an et demi, dues le 1er juin 1939; obligations 2½ p.c., sept ans, dues le 15 novembre 1944 et obligations 3¼ p.c., quatorze ans, dues le 15 novembre 1951, les trois échéances rendant respectivement 1.59 p.c., 2.74 p.c. et 3.34 p.c. L'émission de \$33,293,000, 4 p.c., d'obligations sur terres scolaires, émise le 1er juillet 1937, et détenue par les provinces du Manitoba, de la Saskatchewan et de l'Alberta, a été renouvelée pour une autre période d'un an à un intérêt de 4 p.c.

Au cours des quatre dernières années, le Canada a trouvé pour ses billets du trésor à brève échéance un marché très satisfaisant. Sauf deux exceptions (quand les billets furent vendus directement à la Banque du Canada), chaque émission a été offerte pour souscription publique. Une liste complète de billets du trésor vendus par souscription publique pour la période s'étendant du 1er mars 1934 au 15 février 1937 a été publiée dans l'Annuaire de 1937, p. 870. Les émissions depuis cette date sont les suivantes: